



**CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°14-2022-158

PUBLIÉ LE 26 AOÛT 2022

# Sommaire

## **Préfecture du Calvados / Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial**

14-2022-08-26-00002 - Arrêté préfectoral portant limitation ou interdiction provisoire des usages de l'eau dans le département du Calvados (22 pages) Page 3

## **Sous-préfecture de Bayeux /**

14-2022-08-26-00004 - Arrêté du 26 août 2022 fixant les listes de candidatures dans le cadre des élections municipales et des conseillers communautaires dans la commune de Balleroy-sur-Drôme (2 pages) Page 26

14-2022-08-26-00005 - Arrêté fixant la liste des candidats dans le cadre des élections municipales partielles complémentaires pour la commune de Cricqueville-en-Bessin (2 pages) Page 29

14-2022-08-26-00003 - arrêté fixant les listes de candidatures dans le cadre des élections municipales et des conseillers communautaires dans la commune d'Audrieu - scrutin du 11 septembre 2022 (2 pages) Page 32

Préfecture du Calvados

14-2022-08-26-00002

Arrêté préfectoral portant limitation ou  
interdiction provisoire des usages de l'eau dans  
le département du Calvados



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**portant limitation ou interdiction provisoire des usages de l'eau**  
**dans le département du Calvados**

**Le Préfet du Calvados**  
**Chevalier de l'ordre national du mérite**

**VU** le code de l'environnement, Livre II, Titre I et notamment les articles L.211-1 à L.211-10, L.213-2, L.214-18, L.215-7 à L.215-13, R.211-66 à R.211-70 ;

**VU** le code civil et notamment les articles 640 à 645 ;

**VU** le code pénal et notamment l'article 131-13 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2212-1 et 2, L.2213-29 et L.2215-1 fixant les mesures à prendre pour assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et salubrité ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN, préfet du Calvados ;

**VU** l'arrêté du préfet du Calvados du 27 avril 2022 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe VENNIN, secrétaire général de la préfecture du Calvados ;

**VU** l'arrêté du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

**VU** l'arrêté d'orientations du 22 février 2022 pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse sur le bassin Seine-Normandie ;

**VU** l'arrêté cadre préfectoral du 10 juin 2021 relatif à la définition de seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée et de crise et de mesures de limitation ou de suspension provisoires de certains usages de l'eau en cas de sécheresse dans le département du Calvados ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 12 août 2022 portant limitation ou interdiction provisoire des usages de l'eau dans le département du Calvados ;

**VU** l'arrêté préfectoral prescrivant des mesures de restriction d'usages liées au franchissement des seuils d'alerte, alerte renforcée et crise sécheresse sur le territoire de la Manche ;

**VU** l'avis du comité départemental « ressource en eau » réuni le 24 août 2022 ;

Préfecture du Calvados  
rue Daniel Huet – 14 000 CAEN  
Tél. 02 31 30 64 00  
[prefecture@calvados.gouv.fr](mailto:prefecture@calvados.gouv.fr)  
[www.calvados.gouv.fr](http://www.calvados.gouv.fr)

p.1/21

**CONSIDÉRANT** les débits de la Souleuvre à Carville et de la Vire à Coulonces (bassin versant de la Vire) ;

**CONSIDÉRANT** que le seuil de crise peut ainsi être déclenché sur le bassin versant de la Vire conformément à l'article 6 de l'arrêté cadre du 10 juin 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que des mesures de restriction des usages de l'eau peuvent dès lors être appliquées sur ce bassin versant afin d'assurer exclusivement l'alimentation en eau potable et le maintien de la vie biologique conformément à l'article 7 de l'arrêté cadre du 10 juin 2021. Tous les prélèvements en eaux de surface et en eaux souterraines sont alors réduits à leur minimum ;

**CONSIDÉRANT** les débits du Noireau à Cahan (bassin versant de l'Orne) ;

**CONSIDÉRANT** les débits de la Seullas à Juvigny-sur-Seullas (bassin versant de la Seullas) ;

**CONSIDÉRANT** que le seuil d'alerte renforcée peut ainsi être déclenché sur les bassins versants de la Seullas et de l'Orne conformément à l'article 6 de l'arrêté cadre du 10 juin 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que des mesures de restriction des usages de l'eau peuvent dès lors être appliquées sur ces bassins versants afin de réduire d'au moins 50 % les prélèvements dans le milieu naturel conformément à l'article 7 de l'arrêté cadre du 10 juin 2021 ;

**CONSIDÉRANT** les niveaux piézométriques de la station de Louvigny (nappe du Bajocien/Bathonien) et de Mathieu (nappe du Bajocien/Bathonien) ;

**CONSIDÉRANT** que le seuil d'alerte sécheresse peut ainsi être déclenché sur la nappe du Bajocien/Bathonien conformément à l'article 6 de l'arrêté cadre du 10 juin 2021 ;

**CONSIDÉRANT** les niveaux piézométriques de la station d'Aurseulles (nappe du Trias)

**CONSIDÉRANT** les difficultés quantitatives de prélèvement signalées par les exploitants de la ressource en eau potable de la nappe du Trias ;

**CONSIDÉRANT** que des mesures de restriction des usages de l'eau peuvent dès lors être appliquées sur les zones suscitées afin de réduire d'au moins 30 % les prélèvements dans le milieu naturel conformément à l'article 7 de l'arrêté cadre du 10 juin 2021 ;

**CONSIDÉRANT** les débits de la Calonne aux Authieux-sur-Calonne, de la Dives au Mesnil-Mauger, de la Dives à Beaumais ainsi que le niveau piézométrique de la station de Vierville-sur-Mer ;

**CONSIDÉRANT** que la situation hydrogéologique et hydrologique dans le reste du Calvados nécessite ainsi le maintien du seuil de vigilance sécheresse conformément à l'article 5 de l'arrêté cadre du 10 juin 2021 ;

**CONSIDÉRANT** les besoins d'irrigation de certains exploitants agricoles disposant de systèmes améliorant l'efficacité de l'utilisation de l'eau prélevée ;

**CONSIDÉRANT** le besoin d'arrosage de nouvelles cultures sur des jours consécutifs non fixes ;

**CONSIDÉRANT** la difficulté pour la population extérieure au département du Calvados en villégiature provisoire de se situer dans les bassins versants ;

**CONSIDÉRANT** le manque de lisibilité pour les usagers des stations de lavage des véhicules sur l'interdiction de laver les voitures si ces stations demeurent ouvertes,

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture du Calvados ;

## ARRÊTE

### **Article 1 : Mesures communes à tout le département du Calvados**

Il est INTERDIT :

- D'arroser les pelouses, les espaces verts publics et privés, des jardins, et les fleurs.
- De remplir les piscines à usage personnel,
- De laver les véhicules (les stations de lavage sont fermées, sauf pour accès exclusif aux véhicules autorisés)
- De faire fonctionner les fontaines d'ornement, les points d'eau dans les cimetières et les douches de plages.

### **Article 2 : Restrictions par secteurs**

La carte illustrant l'état de situation des niveaux de gestion à l'échelle du département est annexée au présent arrêté (annexe 1).

Lorsqu'un cours d'eau marque la limite entre deux secteurs de niveau d'alertes différent (couleurs différentes), les restrictions de prélèvements sur le cours d'eau sont alignées sur les restrictions du seuil le plus élevé.

#### **2.1 - Bassin versant de la Vire (en rouge sur la carte)**

Le bassin versant de la Vire est placé en crise.

La liste des communes concernées figure en annexe 2 du présent arrêté. Les mesures de restriction des usages sont décrites dans l'annexe 3. Ces restrictions ont un caractère obligatoire.

#### **2.2 - Bassins versants de la Seulles, de l'Orne et nappe du Trias (en orange sur la carte)**

Les bassins versants de la Seulles, de l'Orne et la nappe du Trias sont placés en alerte renforcée.

La liste des communes concernées figure en annexe 4 du présent arrêté. Les mesures de restriction des usages sont décrites dans l'annexe 5. Ces restrictions ont un caractère obligatoire.

#### **2.3 - Nappe du Bajocien/Bathonien (en jaune sur la carte)**

La nappe du Bajocien/Bathonien est placée en alerte.

La liste des communes concernées figure en annexe 6 du présent arrêté. Les mesures de restriction des usages sont décrites dans l'annexe 7. Ces restrictions ont un caractère obligatoire.

#### **2.4 - Reste du département (en gris sur la carte)**

Le reste du département est placé en vigilance sécheresse et fait l'objet de mesures appelant à la responsabilité et au sens civique de tous les usagers pour faire un usage raisonné et économe de l'eau en restreignant volontairement leur consommation.

Enfin, les collectivités et les entreprises sont ainsi invitées à limiter volontairement leur consommation d'eau en adoptant des attitudes économes en eau, et donc à :

- éviter entre 10 h et 20 h l'arrosage des stades, des terrains de golf et des pistes hippiques, le lavage des voiries et le remplissage des mares de gabions \* *l'approvisionnement des mares dont la liste figure à l'annexe 5 de l'arrêté cadre du 10 juin 2021 est autorisé dans la période de trois jours avant et trois jours après la marée de plus grand coefficient du mois, entre pleine mer moins 2 h et pleine mer plus 2 h.*
- éviter le nettoyage des bâtiments, hangars et locaux de stockage en dehors des nécessités de salubrité publique ;
- reporter dans la mesure du possible les travaux consommateurs d'eau, les travaux en rivière, les manœuvres des ouvrages hydrauliques, les vidanges de plans d'eau et la mise en service de nouveaux forages, pompes et retenues d'eau destinés à d'autres usages que l'alimentation en eau potable ;
- pour les autres usages privilégier la réutilisation des eaux de pluie plutôt que l'utilisation du réseau public d'eau potable ;
- limiter l'irrigation des cultures agricoles à 6 nuits par semaine ;
- éviter les prélèvements dans les cours d'eau afin de préserver la faune et la flore.

### **Article 3 : Surveillance**

Le niveau des eaux superficielles et souterraines des ouvrages de production en eau potable doit faire l'objet d'un suivi régulier par les exploitants. Les données sont tenues à disposition de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer et de l'Agence Régionale de Santé. Toute difficulté prévisible ou existante doit être signalée.

Les maires et présidents d'intercommunalités sont tenus de signaler aux services publics d'alimentation en eau potable tous les travaux, activités et événements prévisibles, susceptibles d'engendrer une forte demande en alimentation en eau potable, afin d'en juger l'opportunité.

La surveillance du réseau Observatoire National Des Étiages (ONDE) est réalisée deux fois par mois.

### **Article 4 : Dérogation au débit réservé**

Le syndicat d'eau de la Sienne, le service eau Vire Normandie et le SDEAU sont autorisés à déroger au débit réservé qui est mesuré à l'aval de leur prise d'eau en cours d'eau. Les stations de pompage concernées sont celles de :

- La Guermonderie (Calvados), cours d'eau la Sienne ;
- Sainte Cécile (Manche), cours d'eau la Sienne ;
- Canvie (Calvados), cours d'eau la Virenne.

### **Article 5 : Mise en place de batardeaux**

Le service eau Vire Normandie est autorisé à mettre en place des batardeaux sur les cours d'eau situés au niveau de leurs 3 prises d'eau potable :

- Prise d'eau CANVIE ;
- Prise d'eau de la VIRENE SECOURS ;
- Prise d'eau de la VIRE.

### **Article 6 : Autres dérogations :**

Pour les usages pouvant, après examen, conduire à dérogations signalées dans les tableaux de restrictions en annexes, les demandes sont à transmettre à la préfecture (via l'adresse [ddtm-](mailto:ddtm-)

Préfecture du Calvados  
rue Daniel Huet – 14 000 CAEN  
Tél. 02 31 30 64 00  
[prefecture@calvados.gouv.fr](mailto:prefecture@calvados.gouv.fr)  
[www.calvados.gouv.fr](http://www.calvados.gouv.fr)

p.4/21

[ssicret@calvados.gouv.fr](mailto:ssicret@calvados.gouv.fr)).

### **Article 7 : Infractions et sanctions**

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe, le fait de contrevenir aux mesures de restriction des usages de l'eau prescrites par le présent arrêté.

### **Article 8 : Validité de l'arrêté**

Le présent arrêté est applicable à compter du 27 août 2022 et au plus tard jusqu'au 30 novembre 2022. Avant cette date, le présent arrêté pourra être abrogé par un arrêté préfectoral constatant un retour à une situation normale et durable des conditions hydrologiques, météorologiques ou piézométriques. Il pourra aussi être abrogé par un arrêté constatant l'aggravation des conditions hydrologiques ou piézométriques et renforçant les mesures de restriction de l'usage de l'eau.

### **Article 9 : Abrogation**

L'arrêté préfectoral du 12 août 2022 portant limitation ou interdiction provisoire des usages de l'eau dans le département du Calvados est abrogé.

### **Article 10 : Publication**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados et affiché en préfecture et en sous préfecture. Le présent arrêté est également publié dans l'ensemble des mairies du département. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné.

Il est demandé aux maires des communes concernées de relayer cette information auprès de leurs administrés notamment par le biais de l'affichage, des bulletins municipaux ou par tout moyen de leur choix.

Le présent arrêté est transmis pour information aux membres du comité départemental « ressource en eau », à la chambre d'agriculture ainsi qu'aux Commissions Locales de l'Eau. Il est consultable sur le site internet des services de l'État dans le Calvados et sur le site national web de propluvia.

### **Article 11 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

### **Article 12 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, le commandant du groupement de gendarmerie du Calvados, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur de l'Agence Régionale de Santé, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité, les agents visés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie est adressée au préfet coordonnateur du bassin Seine Normandie.

Fait à CAEN, le

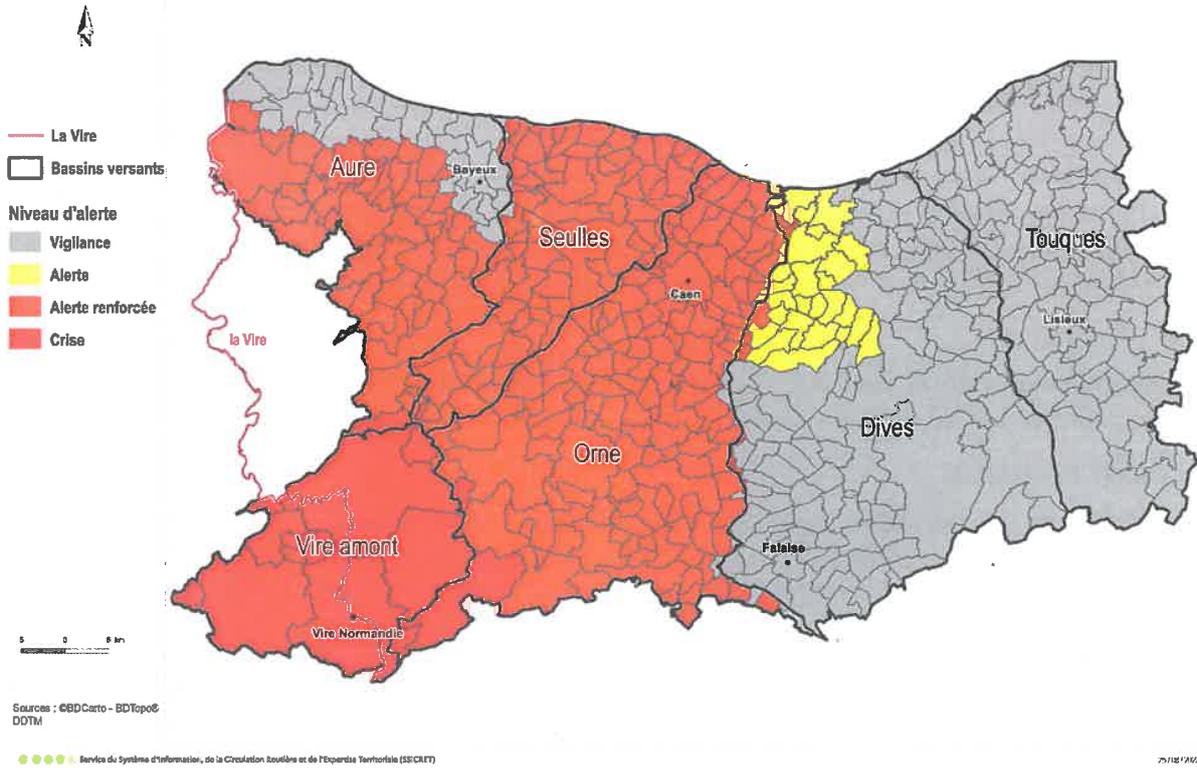
**26 AOUT 2022**

Préfecture du Calvados  
rue Daniel Huet – 14 000 CAEN  
Tél. 02 31 30 64 00  
[prefecture@calvados.gouv.fr](mailto:prefecture@calvados.gouv.fr)  
[www.calvados.gouv.fr](http://www.calvados.gouv.fr)

Le Préfet  
**Thierry MOSIMANN**

p.5/21

ANNEXE 1  
Etat de situation des niveaux de gestion à l'échelle du département



**ANNEXE 2**  
**Communes du bassin versant de la Vire**  
secteur **en crise**

	BEAUMESNIL
	BREMOY
	CAMPAGNOLLES
	LANDELLES-ET-COUPIGNY
	LE MESNIL-ROBERT
	NOUES DE SIENNE
	PONT-BELLANGER
	SAINT-AUBIN-DES-BOIS
	SAINTE-MARIE-OUTRE-L'EAU
	SOULEUVRE-EN-BOCAGE
	VALDALLIERE
	VIRE-NORMANDIE

Préfecture du Calvados  
rue Daniel Huet – 14 000 CAEN  
Tél. 02 31 30 64 00  
[prefecture@calvados.gouv.fr](mailto:prefecture@calvados.gouv.fr)  
[www.calvados.gouv.fr](http://www.calvados.gouv.fr)

p.7/21

### ANNEXE 3

#### Mesures de restriction des usages de l'eau pour les communes situées sur le bassin versant de la Vire

Usage concerné	Restrictions
<b>MESURES DE LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS, DES REJETS ET DES ACTIVITÉS DANS LE MILIEU NATUREL</b>	
Irrigation des cultures agricoles	<p><b>L'irrigation est interdite*</b>,</p> <p><i>* exception: pour l'irrigation des cultures horticoles, cultures hors sol, cultures de plants sylvicoles, cultures maraîchères, dans les conditions suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour le goutte-à-goutte : autorisée toutes les nuits de 19h à 9h,</li> <li>- pour les systèmes de types rampes d'aspersion basse pression, micro aspersion, et autres systèmes améliorant l'efficacité de l'utilisation de l'eau: autorisée 4 nuits<sup>#</sup> par semaine de 19h à 9h (les nuits<sup>#</sup> de Lu au Ma, Ma au Mer, Me au Jeu, Ve au sam sont autorisées)</li> <li>- autres systèmes non économes : autorisée 3 nuits<sup>#</sup> par semaine de 19h à 9h (les nuits des lun, mer, ve sont autorisées)</li> </ul> <p><i># une dérogation aux jours fixes peut être sollicitée via le formulaire envoyé par la chambre d'agriculture</i></p> <p>Pour toutes les pratiques d'irrigation, la tenue à jour d'un registre de prélèvement à un rythme hebdomadaire est exigée.</p>
Prélèvements pour l'alimentation de plans d'eau, dont les mares de gabion (hors piscicultures autorisées)	<p>Le prélèvement d'eau en vue du remplissage ou du maintien du niveau des plans d'eau de loisirs à usage privé, dont les mares de gabion, est <b>interdit*</b></p> <p><i>* exception : l'approvisionnement des mares dont la liste figure à l'annexe 5 de l'arrêté cadre du 10 juin 2021 est autorisé dans la période de trois jours avant et trois jours après la marée de plus grand coefficient du mois, entre pleine mer moins 2 h et pleine mer plus 2 h.</i></p>
Création de prélèvements pour d'autres usages que l'alimentation en eau potable	<p>La réalisation et la mise en service de nouveaux forages, pompages et retenues d'eau destinés à d'autres usages que l'alimentation en eau potable sont <b>interdites</b>.</p>
Vidange de plans d'eau	<p>La vidange de plans d'eau de toute nature est <b>interdite</b> sauf dérogation expresse accordée par le préfet (service en charge de la police de l'eau).</p>
Travaux en rivière	<p>Les travaux en rivière sont soumis à <b>accord préalable et circonstancié du préfet</b> (service chargé de la police de l'eau).</p>
Prélèvements énergétiques	<p><b>Les prélèvements énergétiques sont interdits*.</b></p> <p><i>* une dérogation pourra être demandée au préfet pour ceux restituant l'eau au milieu d'origine, si la température de rejet est inférieure à 25 degrés et n'entraîne pas une augmentation amont/aval de la température de l'eau de plus de 2 degrés à 50 mètres à l'aval du point de rejet et si la concentration en matières en suspension est inférieure à 30 mg/l et n'entraîne pas une augmentation amont/aval de la concentration en matières en suspension de plus de 2 mg/l à 50 mètres à l'aval du point de rejet. Par ailleurs, le prélèvement devra respecter le débit minimum biologique et permettre la continuité écologique.</i></p>
Rejets dans le milieu naturel	<p>Les travaux nécessitant le délestage direct dans le milieu récepteur sont soumis à <b>accord préalable et circonstancié du préfet</b> (service chargé de la police de l'eau).</p>
Gestion des ouvrages hydrauliques	<p>Tous les exploitants d'ouvrages hydrauliques doivent obtenir <b>l'accord préalable et circonstancié du préfet</b> (service chargé de la police de l'eau) avant toute manœuvre susceptible d'avoir une incidence sur la ligne d'eau et sur le débit du cours d'eau, sauf si celle-ci est nécessaire : au non dépassement de la cote légale de retenue, à la protection contre les inondations des terrains amont ou à la restitution à l'aval du débit à l'amont</p>
Pratiques nautiques en rivière (navigation, marche...)	<p>Les pratiques nautiques en rivière (navigation, marche..) sont <b>interdites*</b>.</p> <p><i>* à l'exception des activités autorisées sur le lac de la Dathée.</i></p>
Pratique de la pêche	<p>La pêche est <b>interdite</b> sur les cours d'eau de 1<sup>re</sup> catégorie piscicole</p>

MESURES DE LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS, DES REJETS ET DES ACTIVITÉS DANS LE MILIEU NATUREL ET DES PRÉLÈVEMENTS SUR LE RÉSEAU D'EAU POTABLE	
Remplir les piscines à usage personnel.	<b>Est interdit *</b> <i>*sauf dérogation, après examen, pour celles enterrées en construction sur demande auprès du préfet (à l'adresse <a href="mailto:ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr">ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr</a>)</i>
Lavage des voiries	Le lavage des voiries est <b>interdit</b> , sauf impératif sanitaire et à l'exclusion du lavage des marchés.
Nettoyages des façades, murs, toits et terrasses	Le nettoyage des façades, des murs, des toits et des terrasses est <b>interdit</b> , en dehors des nécessités de salubrité publique.
Travaux consommateurs d'eau	Les travaux consommateurs d'eau sont soumis à <b>accord préalable et circonstancié du préfet</b> ( <a href="mailto:ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr">ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr</a> ).
Faire fonctionner les fontaines d'ornement, les points d'eau des cimetières et les douches de plages.	<b>Est interdit</b>
Laver les véhicules (y compris caravanes, et bateaux) en station de lavage et hors station de lavage.	<b>Est interdit</b> à l'exception des véhicules sanitaires présentant un intérêt général
Pour tous les arrosages	Les prélèvements dans les cours d'eau sont <b>interdits</b> .
Arroser les pelouses, les espaces verts publics et privés, les jardins d'ornement, et les fleurs.	<b>Est interdit*</b> même par utilisation d'eaux pluviales stockées <i>*Sauf dérogation pour les collectivités territoriales concernant les arbres de moins de 2 ans à demander auprès du Préfet (<a href="mailto:ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr">ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr</a>)</i>
Arrosage des potagers	L'arrosage des potagers est <b>interdit*</b> entre 10 h et 20 h. <i>*exception :</i> – utilisation des eaux de récupération de pluie. – arrosage via des réserves d'eau déconnectées des ressources superficielles et souterraines <sup>(1)</sup> sous condition que ces réserves ne soient pas des zones de refuge pour la biodiversité.
Arrosage des stades et des pistes hippiques	L'arrosage des stades et des pistes hippiques est <b>interdit*</b> à l'exclusion du jeudi 20 h au vendredi 10 h. <i>* une dérogation pourra être demandée au préfet (<a href="mailto:ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr">ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr</a>) pour la réutilisation des eaux usées et pour l'arrosage des pistes hippiques non engazonnées et des aires de sport en terre battue.</i>
Arrosage des terrains de golf	L'arrosage des terrains de golf est <b>interdit*</b> , à l'exception de l'usage des eaux de récupération de pluie et des eaux usées traitées. <i>* pour les golfs qui respectent la charte nationale « golf et environnement » : interdiction d'arroser les golfs à l'exception des greens qui pourront toutefois être préservés par un arrosage « réduit au strict nécessaire » entre 20h00 et 8h00, et qui ne pourra représenter plus de 30 % des volumes habituels.</i>
Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)	Les prélèvements sont <b>limités aux strictes nécessités</b> des processus industriels. Sont reportés : Les opérations exceptionnelles, essais ou modifications de procédés générateurs d'une surconsommation en eau ou générateurs d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production, à la maintenance ou au maintien du niveau de sécurité. Mise en place, si nécessaire, d'un renforcement de la surveillance de la qualité des rejets en accord avec l'inspection des installations classées. Au vu des constatations

	<p>réalisées, des prescriptions complémentaires pourront être édictées par arrêtés individuels.</p> <p>Transmission à l'inspection des installations classées des besoins prévisionnels en eau pour les 4 semaines suivant la publication du présent arrêté. Cette information est renouvelée toutes les 4 semaines.</p> <p>Transmission hebdomadaire à l'inspection des installations classées des volumes d'eau consommés.</p>
--	--

Définition :

1) Réserve d'eau déconnectée des ressources superficielles et souterraines : réserve qui n'est pas alimentée par de l'eau potable, un cours d'eau, une nappe souterraine ou une source et qui n'alimente pas un cours d'eau ou une nappe souterraine.

#### ANNEXE 4

### Communes des bassins versant de la Seulles, de l'Orne et de la nappe du Trias secteur en alerte renforcée

	AGY
	AMAYE-SUR-ORNE
	AMAYE-SUR-SEULLES
	AMFREVILLE
	ANISY
	ARGANCHY
	ARROMANCHES-LES-BAINS
	ASNELLES
	AUDRIEU
	AURSEULLES
	AUTHIE
	AVENAY
	BALLEROY-SUR-DROME
	BANVILLE
	BARBERY
	BARON-SUR-ODON
	BASLY
	BAZENVILLE
	BENOUVILLE
	BENY-SUR-MER
	BERNESQ
	BERNIERES-SUR-MER
	BIEVILLE-BEUVILLE
	BLAINVILLE-SUR-ORNE
	BLAY
	BONNEMAISON
	BONNOEIL
	BOUGY
	BOULON
	BOURGUEBUS
	BRETTEVILLE-SUR-LAIZE
	BRETTEVILLE-SUR-ODON
	BREVILLE-LES-MONTS
	BRICQUEVILLE
	BUCEELS
	CAEN
CAGNY	
CAHAGNES	
CAHAGNOLLES	
CAIRON	
CAMBES-EN-PLAINE	
CAMPIGNY	
CARCAGNY	
CARPIQUET	
CARTIGNY-L'EPINAY	
CASTILLON	
CASTINE-EN-PLAINE	
CAUMONT-SUR-AURE	
CAUVILLE	

Préfecture du Calvados  
rue Daniel Huet – 14 000 CAEN  
Tél. 02 31 30 64 00  
[prefecture@calvados.gouv.fr](mailto:prefecture@calvados.gouv.fr)  
[www.calvados.gouv.fr](http://www.calvados.gouv.fr)

p.11/21

	CESNY-LES-SOURCES
	CHOUAIN
	CLECY
	COLLEVILLE-MONTGOMERY
	COLOMBELLES
	COLOMBIERES
	COLOMBIERS-SUR-SEULLES
	COLOMBY-ANGUERNY
	COMBRAY
	CONDE-EN-NORMANDIE
	CONDE-SUR-SEULLES
	CORDEY
	CORMELLES-LE-ROYAL
	CORMOLAIN
	COSESSEVILLE
	COTTUN
	COURSEULLES-SUR-MER
	COURVAUDON
	CREPON
	CRESSERONS
	CREULLY SUR SEULLES
	CRISTOT
	CROISILLES
	CROUAY
	CULEY-LE-PATRY
	CUSSY
	CUVERVILLE
	DEMOUVILLE
	DIALAN SUR CHAINE
	DONNAY
	DOUVRES-LA-DELIVRANDE
	DUCY-SAINTE-MARGUERITE
	EPINAY-SUR-ODON
	EPRON
	ESCOVILLE
	ESPINS
	ESQUAY-NOTRE-DAME
	ESQUAY-SUR-SEULLES
	ESSON
	ETERVILLE
	EVRECY
	FEUGUEROLLES-BULLY
	FLEURY-SUR-ORNE
	FONTAINE-ETOUPEFOUR
	FONTAINE-HENRY
	FONTAINE-LE-PIN
	FONTENAY-LE-MARMION
	FONTENAY-LE-PESNEL
	FOULOGNES
	FOURNEAUX-LE-VAL
	FRESNEY-LE-PUCEUX
	FRESNEY-LE-VIEUX
	GAVRUS

Préfecture du Calvados  
rue Daniel Huet – 14 000 CAEN  
Tél. 02 31 30 64 00  
[prefecture@calvados.gouv.fr](mailto:prefecture@calvados.gouv.fr)  
[www.calvados.gouv.fr](http://www.calvados.gouv.fr)

p.12/21

	GIBERVILLE
	GOUVIX
	GRAINVILLE-SUR-ODON
	GRAYE-SUR-MER
	GRENTHEVILLE
	GRIMBOSQ
	HERMANVILLE-SUR-MER
	HEROUVILLE-SAINT-CLAIR
	HEROUVILLETTE
	HOTTOT-LES-BAGUES
	IFS
	ISIGNY-SUR-MER
	JUAYE-MONDAYE
	JUVIGNY-SUR-SEULLES
	LA BAZOQUE
	LA CAINE
	LA FOLIE
	LA POMMERAYE
	LA VILLETTE
	LAIZE-CLINCHAMPS
	LANDES-SUR-AJON
	LANGRUNE-SUR-MER
	LE BO
	LE BREUIL-EN-BESSIN
	LE DETROIT
	LE FRESNE-CAMILLY
	LE HOM
	LE MANOIR
	LE MESNIL-AU-GRAIN
	LE MESNIL-VILLEMENT
	LE MOLAY-LITTRY
	LE TRONQUAY
	LE VEY
	LEFFARD
	LES ISLES-BARDEL
	LES LOGES
	LES LOGES-SAULCES
	LES MONTS D'AUNAY
	LES MOUTIERS-EN-CINGLAIS
	LINGEVRES
	LION-SUR-MER
	LISON
	LITTEAU
	LONGVILLERS
	LOUCELLES
	LOUVIGNY
	LUC-SUR-MER
	MAGNY-EN-BESSIN
	MAISONCELLES-PELVEY
	MAISONCELLES-SUR-AJON
	MAIZET
	MALHERBE-SUR-AJON
	MALTOT

Préfecture du Calvados  
rue Daniel Huet - 14 000 CAEN  
Tél. 02 31 30 64 00  
[prefecture@calvados.gouv.fr](mailto:prefecture@calvados.gouv.fr)  
[www.calvados.gouv.fr](http://www.calvados.gouv.fr)

	MANDEVILLE-EN-BESSIN
	MANVIEUX
	MARTAINVILLE
	MATHIEU
	MAY-SUR-ORNE
	MESLAY
	MEUVAINES
	MONDEVILLE
	MONDRAINVILLE
	MONFREVILLE
	MONTFIQUET
	MONTIGNY
	MONTILLIERES-SUR-Orne
	MONTS-EN-BESSIN
	MOSLES
	MOUEN
	MOULINES
	MOULINS EN BESSIN
	MUTRECY
	NONANT
	NORON-LA-POTERIE
	OSMANVILLE
	OUFFIERES
	OUISTREHAM
	PARFOURU-SUR-ODON
	PERIERS-SUR-LE-DAN
	PERIGNY
	PIERREFITTE-EN-CINGLAIS
	PIERREPONT
	PLANQUERY
	PLUMETOT
	PONT-D'OUILLY
	PONTECOULANT
	PONTS SUR SEULLES
	PREAUX-BOCAGE
	RANCHY
	RANVILLE
	RAPILLY
	REVIERS
	ROSEL
	ROTS
	RUBERCY
	RYES
	SAINT-ANDRE-SUR-ORNE
	SAINT-AUBIN-D'ARQUENAY
	SAINT-AUBIN-SUR-MER
	SAINT-COME-DE-FRESNE
	SAINT-CONTEST
	SAINT-DENIS-DE-MERE
	SAINT-GERMAIN-LA-BLANCHE-HERBE
	SAINT-GERMAIN-LANGOT
	SAINT-GERMAIN-LE-VASSON
	SAINT-LAMBERT

Préfecture du Calvados  
rue Daniel Huet – 14 000 CAEN  
Tél. 02 31 30 64 00  
[prefecture@calvados.gouv.fr](mailto:prefecture@calvados.gouv.fr)  
[www.calvados.gouv.fr](http://www.calvados.gouv.fr)

p.14/21

	SAINT-LAURENT-DE-CONDEL
	SAINT-LOUET-SUR-SEULLES
	SAINT-MANVIEU-NORREY
	SAINT-MARCOUF
	SAINT-MARTIN-DE-BLAGNY
	SAINT-MARTIN-DE-FONTENAY
	SAINT-OMER
	SAINT-PAUL-DU-VERNAY
	SAINT-PIERRE-DU-FRESNE
	SAINT-REMY
	SAINT-VAAST-SUR-SEULLES
	SAINTE-CROIX-SUR-MER
	SAINTE-HONORINE-DE-DUCY
	SAINTE-HONORINE-DU-FAY
	SAINTE-MARGUERITE-D'ELLE
	SALLEN
	SAON
	SAONNET
	SEULLINE
	SOLIERS
	SOMMERVIEU
	SUBLES
	TERRES DE DRUANCE
	TESSEL
	THAON
	THUE ET MUE
	THURY-HARCOURT-LE-HOM
	TILLY-SUR-SEULLES
	TOUR-EN-BESSIN
	TOURNIERES
	TOURVILLE-SUR-ODON
	TRACY-BOCAGE
	TRACY-SUR-MER
	TREPREL
	TREVIERES
	TRUNGY
	URVILLE
	USSY
	VACOGNES-NEUILLY
	VAL D'ARRY
	VAL DE DROME
	VAUX-SUR-SEULLES
	VENDES
	VER-SUR-MER
	VERSON
	VIENNE-EN-BESSIN
	VIEUX
	VILLERS-BOCAGE
	VILLONS-LES-BUISSONS
	VILLY-BOCAGE

## ANNEXE 5

### Mesures de restriction des usages de l'eau pour les communes situées sur les bassins versants de la Seules, de l'Orne et de la nappe du Trias

Usage concerné	Restrictions
<b>MESURES DE LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS, DES REJETS ET DES ACTIVITÉS DANS LE MILIEU NATUREL</b>	
<b>Irrigation des cultures agricoles</b>	<p>L'irrigation est limitée* à 3 nuits par semaine (de 19h00 à 9h00). Seules les nuits des lundi au mardi, mercredi au jeudi et vendredi au samedi sont autorisées<sup>#</sup>.</p> <p><i>*exception: pour l'irrigation des cultures horticoles, cultures hors sol, cultures de plants sylvicoles, cultures maraîchères, dans les conditions suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour le goutte-à-goutte : autorisée toutes les nuits de 19h à 9h,</li> <li>- pour les systèmes de types rampes d'aspersion basse pression, micro aspersion, et autres systèmes améliorant l'efficacité de l'utilisation de l'eau : autorisée 4 nuits<sup>#</sup> par semaine de 19h à 9h ( les nuits des Lu au Ma, Ma au Mer, Me au Jeu, Ve au Sam sont autorisées)</li> </ul> <p><i># une dérogation aux jours fixes peut être sollicitée via le formulaire envoyé par la chambre d'agriculture</i></p> <p>Pour toutes les pratiques d'irrigation, la tenue à jour d'un registre de prélèvement à un rythme hebdomadaire est exigée.</p>
<b>Prélèvements pour l'alimentation de plans d'eau, dont les mares de gabion (hors piscicultures autorisées)</b>	<p>Le prélèvement d'eau en vue du remplissage ou du maintien du niveau des plans d'eau de loisirs à usage privé, dont les mares de gabion, <b>est interdit</b>.</p> <p><i>* l'approvisionnement des mares dont la liste figure à l'annexe 5 de l'arrêté cadre du 10 juin 2021 est autorisé dans la période de trois jours avant et trois jours après la marée de plus grand coefficient du mois, entre pleine mer moins 2 h et pleine mer plus 2 h.</i></p>
<b>Création de prélèvements pour d'autres usages que l'alimentation en eau potable</b>	<p>La réalisation et la mise en service de nouveaux forages, pompages et retenues d'eau destinés à d'autres usages que l'alimentation en eau potable sont <b>interdites</b>.</p>
<b>Vidange de plans d'eau</b>	<p>La vidange de plans d'eau de toute nature est <b>interdite</b> sauf dérogation expresse accordée par le préfet (ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr).</p>
<b>Travaux en rivière</b>	<p>Les travaux en rivière sont soumis à <b>accord préalable et circonstancié du préfet</b> (ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr).</p>
<b>Prélèvements énergétiques</b>	<p>Les prélèvements énergétiques sont <b>interdits</b>.</p> <p><i>* une dérogation pourra être demandée au préfet pour ceux restituant l'eau au milieu d'origine, si la température de rejet est inférieure à 25 degrés et n'entraîne pas une augmentation amont/aval de la température de l'eau de plus de 2 degrés à 50 mètres à l'aval du point de rejet et si la concentration en matières en suspension est inférieure à 30 mg/l et n'entraîne pas une augmentation amont/aval de la concentration en matières en suspension de plus de 2 mg/l à 50 mètres à l'aval du point de rejet. Par ailleurs, le prélèvement devra respecter le débit minimum biologique et permettre la continuité écologique.</i></p>
<b>Rejets dans le milieu naturel</b>	<p>Les travaux nécessitant le délestage direct dans le milieu récepteur sont soumis à <b>accord préalable et circonstancié du préfet</b> (ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr).</p>
<b>Gestion des ouvrages hydrauliques</b>	<p>Tous les exploitants d'ouvrages hydrauliques doivent obtenir <b>l'accord préalable et circonstancié du préfet</b> (service chargé de la police de l'eau) avant toute manœuvre susceptible d'avoir une incidence sur la ligne d'eau et sur le débit du cours d'eau, sauf si celle-ci est nécessaire : au non dépassement de la cote légale de retenue, à la protection contre les inondations des terrains amont ou à la restitution à l'aval du débit à l'amont.</p>
<b>Pratique de la pêche</b>	<p>La pêche est <b>interdite</b> sur les cours d'eau de 1ère catégorie piscicole.</p>
<b>MESURES DE LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS, DES REJETS ET DES ACTIVITÉS DANS LE MILIEU NATUREL ET DES PRÉLÈVEMENTS SUR LE</b>	

<b>RÉSEAU D'EAU POTABLE</b>	
Remplir les piscines à usage personnel.	<b>Est interdit *</b> <i>* dérogation, après examen, pour celles enterrées en construction sur demande auprès du préfet (à l'adresse <a href="mailto:ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr">ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr</a>)</i>
Lavage des voiries	Le lavage des voiries est <b>interdit</b> , sauf impératif sanitaire et à l'exclusion du lavage des marchés.
Nettoyages des façades, murs, toits et terrasses	Le nettoyage des façades, des murs, des toits et des terrasses est <b>interdit</b> , en dehors des nécessités de salubrité publique.
Travaux consommateurs d'eau	Les travaux consommateurs d'eau sont soumis à <b>accord préalable et circonstancié du préfet</b> (service chargé de la police de l'eau).
Faire fonctionner les fontaines d'ornement, les points d'eau des cimetières et les douches de plages.	<b>Est interdit</b>
Laver les véhicules (y compris caravanes, et bateaux) en station de lavage et hors station de lavage.	<b>Est interdit</b> à l'exception des véhicules sanitaires présentant un intérêt général
Pour tous les arrosages	Les prélèvements dans les cours d'eau sont <b>interdits</b> .
Arroser les pelouses, les espaces verts publics et privés, les jardins d'ornement, et les fleurs.	<b>Est interdit*</b> même par utilisation d'eaux pluviales stockées <i>* Sauf dérogation pour les collectivités territoriales concernant les arbres de moins de 2 ans à demander auprès du Préfet (à l'adresse <a href="mailto:ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr">ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr</a>)</i>
Arrosage des potagers	L'arrosage des potagers est <b>interdit* entre 10 h et 20 h</b> . <i>* exception :</i> – utilisation des eaux de récupération de pluie. – arrosage via des réserves d'eau déconnectées des ressources superficielles et souterraines <sup>(1)</sup> sous condition que ces réserves ne soient pas des zones de refuge pour la biodiversité.
Arrosage des stades et des pistes hippiques	L'arrosage des stades et des pistes hippiques est <b>interdit*</b> à l'exclusion du mardi 20 h au mercredi 10 h et du jeudi 20 h au vendredi 10 h. <i>* une dérogation pourra être demandée au préfet pour la réutilisation des eaux usées et pour l'arrosage des pistes hippiques non engazonnées et des aires de sport en terre battue (à l'adresse <a href="mailto:ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr">ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr</a>)</i> <i>* exception :</i> – utilisation des eaux de récupération de pluie. – arrosage via des réserves d'eau déconnectées des ressources superficielles et souterraines <sup>(1)</sup> sous condition que ces réserves ne soient pas des zones de refuge pour la biodiversité.
Arrosage des terrains de golf	L'arrosage des terrains de golf est <b>interdit*</b> à l'exception de l'usage des eaux de récupération de pluie et des eaux usées traitées. <i>* pour les golfs qui respectent la charte nationale « golf et environnement » : réduction des volumes d'au moins 60 % par une interdiction d'arroser les fairways 7j/7 et une interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des « greens et départs ».</i>
Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Les prélèvements sont <b>limités aux strictes nécessités</b> des processus industriels. Sont reportés : Les opérations exceptionnelles, essais ou modifications de procédés générateurs d'une surconsommation en eau ou générateurs d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production, à la maintenance ou au maintien du niveau de

	<p>sécurité.</p> <p>Mise en place, si nécessaire, d'un renforcement de la surveillance de la qualité des rejets en accord avec l'inspection des installations classées. Au vu des constatations réalisées, des prescriptions complémentaires pourront être édictées par arrêtés individuels.</p> <p>Transmission à l'inspection des installations classées des besoins prévisionnels en eau pour les 4 semaines suivant la publication du présent arrêté. Cette information est renouvelée toutes les 4 semaines. Transmission hebdomadaire à l'inspection des installations classées des volumes d'eau consommés.</p>
--	--

Définition :

1) Réserve d'eau déconnectée des ressources superficielles et souterraines : réserve qui n'est pas alimentée par de l'eau potable, un cours d'eau, une nappe souterraine ou une source et qui n'alimente pas un cours d'eau ou une nappe souterraine.

**ANNEXE 6**  
**Communes de la nappe du Bajocien/Bathonien**  
**secteur en alerte**

	ARGENCES
	BANNEVILLE-LA-CAMPAGNE
	BASSENEVILLE
	BAVENT
	BELLENGREVILLE
	CANTELOUP
	CLEVILLE
	EMIEVILLE
	FRENOUVILLE
	GONNEVILLE-EN-AUGE
	GOUSTRANVILLE
	JANVILLE
	MERVILLE-FRANCEVILLE-PLAGE
	MERY-BISSIERES-EN-AUGE
	MOULT CHICHEBOVILLE
	PETIVILLE
	SAINT-OUEN-DU-MESNIL-OGER
	SAINT-PAIR
	SAINT-PIERRE-DU-JONQUET
	SAINT-SAMSON
SALLENELLES	
SANNERVILLE	
TOUFFREVILLE	
TROARN	
VARAVILLE	
VIMONT	

## ANNEXE 7

### Mesures de restriction des usages de l'eau pour les communes situées sur la nappe du Bajocien/Bathonien

Usage concerné	Restrictions
<b>MESURES DE LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS, DES REJETS ET DES ACTIVITÉS DANS LE MILIEU NATUREL</b>	
<b>Irrigation des cultures agricoles</b>	<p>L'irrigation est limitée* à 5 nuits (19h-9H) par semaine. Seules les nuits du dimanche au lundi et du mercredi au jeudi sont totalement interdites# à l'irrigation.</p> <p>Pour toutes les pratiques d'irrigation, la tenue à jour d'un registre de prélèvement à un rythme hebdomadaire est exigée.</p> <p>*Sont exonérées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'irrigation via des systèmes améliorant l'efficacité de l'utilisation de l'eau (rampe d'aspersion basse pression, micro-aspersion, goutte à goutte, etc.).</li> <li>- l'irrigation via des réserves d'eau déconnectées des ressources superficielles et souterraines<sup>(1)</sup> sous condition que ces réserves ne soient pas, des zones de refuge pour la biodiversité.</li> </ul> <p># une dérogation aux jours fixes peut être sollicitée via le formulaire envoyé par la chambre d'agriculture</p>
<b>Prélèvements pour l'alimentation de plans d'eau, dont les mares de gabion (hors piscicultures autorisées)</b>	<p>Les prélèvements d'eau sont interdits entre 10 h et 20 h*.</p> <p>* l'approvisionnement des mares dont la liste figure à l'annexe 5 de l'arrêté cadre du 10 juin 2021 est autorisé dans la période de trois jours avant et trois jours après la marée de plus grand coefficient du mois, entre pleine mer moins 2 h et pleine mer plus 2 h.</p>
<b>Création de prélèvements pour d'autres usages que l'alimentation en eau potable</b>	<p>La réalisation et la mise en service de nouveaux forages, pompages et retenues d'eau destinés à d'autres usages que l'alimentation en eau potable sont interdites.</p>
<b>Vidange de plans d'eau</b>	<p>La vidange de plans d'eau de toute nature est interdite, sauf dérogation expresse accordée par le préfet (à l'adresse ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr).</p>
<b>Travaux en rivière</b>	<p>Les travaux en rivière sont soumis à accord préalable et circonstancié du préfet (à l'adresse ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr).</p>
<b>Prélèvements énergétiques</b>	<p>Les prélèvements énergétiques sont interdits*.</p> <p>* une dérogation pourra être demandée au préfet pour ceux restituant l'eau au milieu d'origine, si la température de rejet est inférieure à 25 degrés et n'entraîne pas une augmentation amont/aval de la température de l'eau de plus de 2 degrés à 50 mètres à l'aval du point de rejet et si la concentration en matières en suspension est inférieure à 30 mg/l et n'entraîne pas une augmentation amont/aval de la concentration en matières en suspension de plus de 2 mg/l à 50 mètres à l'aval du point de rejet. Par ailleurs, le prélèvement devra respecter le débit minimum biologique et permettre la continuité écologique.</p>
<b>Rejets dans le milieu naturel</b>	<p>Les travaux nécessitant le déstagement direct dans le milieu récepteur sont soumis à accord préalable et circonstancié du préfet (à l'adresse ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr).</p>
<b>Gestion des ouvrages hydrauliques</b>	<p>Tous les exploitants d'ouvrages hydrauliques doivent obtenir l'accord préalable et circonstancié du préfet (service chargé de la police de l'eau) avant toute manœuvre susceptible d'avoir une incidence sur la ligne d'eau et sur le débit du cours d'eau, sauf si celle-ci est nécessaire : au non dépassement de la cote légale de retenue, à la protection contre les inondations des terrains amont ou à la restitution à l'aval du débit à l'amont.</p>
<b>Pratique de la pêche</b>	<p>La pêche est interdite sur les cours d'eau de 1<sup>re</sup> catégorie piscicole.</p>
<b>MESURES DE LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS, DES REJETS ET DES ACTIVITÉS DANS LE MILIEU NATUREL ET DES PRÉLÈVEMENTS SUR LE RÉSEAU D'EAU POTABLE</b>	
<b>Remplir les piscines à usage personnel.</b>	<p style="text-align: center;"><b>Est interdit *</b></p> <p>* sauf dérogation, après examen, pour celles enterrées en construction sur demande auprès du préfet (à l'adresse ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr)</p>

Lavage des voiries	Le lavage des voiries est <b>interdit entre 9 h et 19 h</b> sauf impératif sanitaire et à l'exclusion des balayeuses laveuses automatiques et du lavage des marchés.
Nettoyages des façades, murs, toits et terrasses	Le nettoyage des façades, des murs, des toits et des terrasses est <b>interdit</b> , en dehors des nécessités de salubrité publique.
Travaux consommateurs d'eau	Les travaux consommateurs d'eau sont soumis à <b>accord préalable et circonstancié du préfet</b> (service chargé de la police de l'eau).
Faire fonctionner les fontaines d'ornement, les points d'eau des cimetières et les douches de plages.	<b>Est interdit</b>
Laver les véhicules (y compris caravanes, et bateaux) en station de lavage et hors station de lavage.	<b>Est interdit</b> à l'exception des véhicules sanitaires présentant un intérêt général
Pour tous les arrosages	Les prélèvements dans les cours d'eau sont <b>interdits</b> .
Arroser les pelouses, les espaces verts publics et privés, les jardins d'ornement, et les fleurs.	<b>Est interdit*</b> <i>*Sauf dérogation pour les collectivités territoriales concernant les arbres de moins de 2 ans à demander auprès du Préfet (à l'adresse ddtm-ssicret@calvados.gouv.fr)</i>
Arrosage des potagers	L'arrosage des potagers est <b>interdit* entre 10 h et 20 h</b> . <i>*exception :</i> – utilisation des eaux de récupération de pluie. – arrosage via des réserves d'eau déconnectées des ressources superficielles et souterraines <sup>(1)</sup> sous condition que ces réserves ne soient pas des zones de refuge pour la biodiversité.
Arrosage des stades et des pistes hippiques	L'arrosage des stades et des pistes hippiques est <b>interdit* entre 10 h et 20 h</b> . <i>* une dérogation pourra être demandée au préfet pour la réutilisation des eaux usées et pour l'arrosage des pistes hippiques non engazonnées et des aires de sport en terre battue .</i> <i>*exception :</i> – utilisation des eaux de récupération de pluie. – arrosage via des réserves d'eau déconnectées des ressources superficielles et souterraines <sup>(1)</sup> sous condition que ces réserves ne soient pas des zones de refuge pour la biodiversité.
Arrosage des terrains de golf	L'arrosage des terrains de golf est <b>interdit*</b> à l'exception de l'usage des eaux de récupération de pluie et des eaux usées traitées. <i>* pour les golfs qui respectent la charte nationale « golf et environnement » : interdiction d'arroser les terrains de golf de 8 heures à 20 heures de façon à diminuer la consommation d'eau sur le volume hebdomadaire de 15 à 30 %.</i>
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)	Les activités industrielles et commerciales doivent privilégier toutes les conditions d'exploitation permettant une économie d'eau (recyclage, circuits fermés, etc.). Les activités industrielles relevant de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement mettent en œuvre les dispositions qui leur sont applicables en cas de sécheresse, précisées dans leur arrêté préfectoral d'autorisation pour celles relevant du régime de l'autorisation ou, le cas échéant, dans un arrêté de prescriptions spécifiques. L'arrosage des pelouses et des espaces verts de l'établissement ainsi que le lavage des voies de circulation et des aires de stationnement sont interdits sauf pour des raisons de sécurité ou d'hygiène dûment justifiées. Les essais périodiques pour la défense incendie sont limités au strict nécessaire.

**Définition :**

1) Réserve d'eau déconnectée des ressources superficielles et souterraines : réserve qui n'est pas alimentée par de l'eau potable, un cours d'eau, une nappe souterraine ou une source et qui n'alimente pas un cours d'eau ou une nappe souterraine.

Préfecture du Calvados  
rue Daniel Huet – 14 000 CAEN  
Tél. 02 31 30 64 00  
[prefecture@calvados.gouv.fr](mailto:prefecture@calvados.gouv.fr)  
[www.calvados.gouv.fr](http://www.calvados.gouv.fr)

p.21/21



Sous-préfecture de Bayeux

14-2022-08-26-00004

Arrêté du 26 août 2022 fixant les listes de candidatures dans le cadre des élections municipales et des conseillers communautaires dans la commune de Balleroy-sur-Drôme



# PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Sous-préfecture  
de l'arrondissement de Bayeux

## Arrêté fixant les listes de candidatures dans le cadre des élections municipales et des conseillers communautaires dans la commune de Balleroy-sur-Drôme

### Le sous-préfet de l'arrondissement de Bayeux

**Vu** le code électoral ;

**Vu** l'arrêté portant modification de l'arrêté du 12 juillet 2022 convoquant les électeurs de la commune de Balleroy-sur-Drôme à des élections municipales ;

**Vu** les déclarations de candidatures déposées et enregistrées entre le mercredi 17 août 2022 et le jeudi 25 août 2022 en sous-préfecture de Bayeux ;

**Vu** les opérations de détermination de l'ordre des candidats par voie de tirage au sort effectuées le vendredi 26 août à 14H30 ;

**Sur** proposition du sous-préfet de l'arrondissement de Bayeux,

### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** – Les listes de candidatures retenues à l'élection municipale partielle intégrale pour le 1<sup>er</sup> tour de scrutin dans la commune de Balleroy-sur-Drôme sont :

- 1 – Agir pour Balleroy-sur-Drôme
- 2 – Une Passion commune : Balleroy-sur-Drôme

**Article 2** – Les emplacements d'affichage sont attribués aux candidats conformément à l'ordre établi à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, par voie de tirage au sort ;

**Article 3** – Les listes des candidatures détaillées sont annexés au présent arrêté ;

**Article 4** – Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Bayeux, Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint de la commune de Balleroy-sur-Drôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et dans les bureaux de vote le jour du scrutin.

Bayeux, le 26 août 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-préfet,



Gwenn JEFFROY

7 place Charles de Gaulle – BP 26237  
14402 BAYEUX CEDEX  
Tél. : 02 14 47 60 11  
Mél. : [sp-bayeux@calvados.gouv.fr](mailto:sp-bayeux@calvados.gouv.fr)

1/2

**ANNEXE :**  
**1<sup>er</sup> tour du scrutin du 11 septembre 2022**  
**LISTE DES CANDIDATURES DÉTAILLÉES**

<b>1. Agir pour Balleroy-sur-Drôme</b>	
<i>Candidat conseil communautaire</i>	
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. <b>M. MONNET Sébastien</b></li> <li>2. <b>Mme OUARGA Amina</b></li> <li>3. <b>M. RAOULD Michel</b></li> <li>4. <b>Mme MICHEL Déborah</b></li> <li>5. <b>M. DUVALLET Mickaël</b></li> <li>6. <b>Mme WEISSENBURGER Mylène</b></li> <li>7. <b>M. LEROY Alain</b></li> <li>8. <b>Mme NUZIALI Virginie</b></li> <li>9. <b>M. LEHOT Jean-François</b></li> <li>10. <b>Mme PAILLARD Olivia</b></li> <li>11. <b>M. NOBLET Robert</b></li> <li>12. <b>Mme LEJARD Céline</b></li> <li>13. <b>M. GERMAIN Christophe</b></li> <li>14. <b>Mme GROULT Catherine</b></li> <li>15. <b>M. OTTENIN Bérenger</b></li> <li>16. <b>Mme LEROY-BLIECK Rose</b></li> <li>17. <b>M. PRADIER David</b></li> <li>18. <b>Mme WEISSENBURGER Morgane</b></li> <li>19. <b>M. NUZIALI Alexi</b></li> </ol>	<p><b>OUI</b>  <b>OUI</b>  <b>OUI</b>  <b>OUI</b></p>

<b>2. Une passion commune : Balleroy-sur-Drôme</b>	
<i>Candidat conseil communautaire</i>	
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. <b>M. PESQUEREL Yohann</b></li> <li>2. <b>Mme LENEVEU Nathalie</b></li> <li>3. <b>M. MONTELEON Laurent</b></li> <li>4. <b>Mme OSMONT Angélique</b></li> <li>5. <b>M. DUPONT Christophe</b></li> <li>6. <b>Mme LAVALLEY Christelle</b></li> <li>7. <b>M. MONTAIGNE Gilbert</b></li> <li>8. <b>Mme BEAUSSIEUX Karine</b></li> <li>9. <b>M. CHICOT Guillaume</b></li> <li>10. <b>M. AILLET Béatrice</b></li> <li>11. <b>M. GUERARD Olivier</b></li> <li>12. <b>Mme AVOINE Charlotte</b></li> <li>13. <b>M. GRANGER Michel</b></li> <li>14. <b>Mme MALOISEL Typhaine</b></li> <li>15. <b>M. HERY Tommy</b></li> <li>16. <b>Mme DUBOIS Mélanie</b></li> <li>17. <b>M. COTREZ Sébastien</b></li> <li>18. <b>Mme BARREZ Emilie</b></li> <li>19. <b>M. MARTIN François</b></li> <li>20. <b>Mme LECONTE Lysandre</b></li> </ol>	<p><b>OUI</b>  <b>OUI</b></p> <p><b>OUI</b>  <b>OUI</b></p>

**Voies et délais de recours**

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois :

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
- ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite – c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision – vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

Sous-préfecture de Bayeux

14-2022-08-26-00005

Arrêté fixant la liste des candidats dans le cadre  
des élections municipales partielles  
complémentaires pour la commune de  
Cricqueville-en-Bessin



# PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Sous-préfecture de l'arrondissement de Bayeux

### Arrêté fixant la liste des candidats dans le cadre des élections municipales partielles complémentaires pour la commune de Cricqueville-en-Bessin

#### Le sous-préfet de l'arrondissement de Bayeux

**Vu** le code électoral ;

**Vu** l'arrêté du 28 juin 2022 convoquant les électeurs de la commune de Cricqueville-en-Bessin à des élections municipales partielles complémentaires ;

**Vu** les candidatures déposées et enregistrées entre le mercredi 17 août 2022 et le jeudi 25 août 2022 en sous-préfecture de Bayeux;

**Sur** proposition du sous-préfet de l'arrondissement de Bayeux,

#### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** – La liste de candidats admis à se présenter au 1<sup>er</sup> tour de scrutin du dimanche 11 septembre 2022 et éventuellement au 2<sup>nd</sup> tour le dimanche 18 septembre 2022 pour l'élection municipale partielle complémentaire dans la commune de Cricqueville-en-Bessin est annexée au présent arrêté.

**Article 2** – Le sous-préfet de l'arrondissement de Bayeux et le conseiller municipal assurant la suppléance du maire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et dans les bureaux de vote le jour du scrutin.

Fait à Bayeux, le 26 août 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-préfet,

Gwenn JEFEROY

7 place Charles de Gaulle – BP 26237  
14402 BAYEUX CEDEX  
Tél. : 02 14 47 60 11  
Mél. : [sp-bayeux@calvados.gouv.fr](mailto:sp-bayeux@calvados.gouv.fr)

1/2

**ANNEXE :**

**Candidats à l'élection municipale partielle  
complémentaire de Cricqueville-en-Bessin  
dimanches 11 et 18 septembre 2022**

*M. COISPEL John  
M.LEDENTU Dominique  
Mme MARQUES Laetitia  
M.PAIN Alexandre  
M.REVOL Paul*

**Voies et délais de recours**

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois :

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
- ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite – c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision – vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

Sous-préfecture de Bayeux

14-2022-08-26-00003

arrêté fixant les listes de candidatures dans le  
cadre des élections municipales et des  
conseillers communautaires dans la commune  
d'Audrieu - scrutin du 11 septembre 2022



# PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Sous-préfecture de l'arrondissement de Bayeux

### Arrêté fixant les listes de candidatures dans le cadre des élections municipales et des conseillers communautaires dans la commune d'Audrieu

#### Le sous-préfet de l'arrondissement de Bayeux

Vu le code électoral ;

Vu l'arrêté portant modification de l'arrêté du 5 juillet 2022 convoquant les électeurs de la commune d'Audrieu à des élections municipales ;

Vu les déclarations de candidatures déposées et enregistrées entre le mercredi 17 août 2022 et le jeudi 25 août 2022 en sous-préfecture de Bayeux;

Vu les opérations de détermination de l'ordre des candidats par voie de tirage au sort effectuées le vendredi 26 août à 14H00 ;

Sur proposition du sous-préfet de l'arrondissement de Bayeux,

#### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** – Les listes de candidatures retenues à l'élection municipale intégrale pour le 1<sup>er</sup> tour de scrutin dans la commune d'Audrieu sont :

- 1 – Audrieu en toute simplicité
- 2 – Bien vivre ensemble à Audrieu

**Article 2** – Les emplacements d'affichage sont attribués aux candidats conformément à l'ordre établi à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, par voie de tirage au sort ;

**Article 3** – Les listes des candidatures détaillées sont annexées au présent arrêté ;

**Article 4** – Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Bayeux, Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint de la commune d'Audrieu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et dans les bureaux de vote le jour du scrutin.

Fait à Bayeux, le 26 août 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-préfet,

Gwenn JEFFROY

7 place Charles de Gaulle – BP 26237  
14402 BAYEUX CEDEX  
Tél. : 02 14 47 60 11  
Mél. : [sp-bayeux@calvados.gouv.fr](mailto:sp-bayeux@calvados.gouv.fr)

1/2

